

Les colos, un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse

Quel type de vacances peut se targuer d'avoir accueilli près d'un français sur deux ?

40% d'une classe d'âge est partie en colos à 18 ans¹. Les colos sont pour de nombreux enfants et adolescents l'unique temps de vacances, un temps de découverte de territoires proches et/ou lointain.

Les colos évoluent : les colos sont aujourd'hui majoritairement organisées par le secteur associatif sans but lucratif en France et à l'étranger pour des enfants et des jeunes allant de 4 à 17 ans. L'apport des colos à l'éducation de leurs enfants est reconnu par 75% des parents en France² pour :

- Permettre à chaque enfant de vivre un temps de vacances en « liberté » sans ses parents, pour devenir plus autonome,
- Apprendre à vivre ensemble car les colonies de vacances sont l'un des derniers espaces de la République où se rencontre la diversité de la population,
- Accéder à la responsabilité non seulement pour les enfants mais aussi pour les jeunes qui les encadrent,
- Expérimenter des activités culturelles et sportives,
- Découvrir son environnement proche ou lointain en favorisant le maintien et la rénovation des centres de vacances, découvrir l'Europe et vivre la citoyenneté européenne au plus près.

Les colos participent de l'économie des territoires concernés, elles permettent de préserver des emplois pérennes, de rendre les territoires attractifs.

Les collectivités, un partenaire indispensable pour le départ en colos

Le départ des enfants et des jeunes en colos, notamment pour les familles les plus en difficultés et les classes moyennes, est possible grâce à la prise en charge des comités d'entreprise (25%), des mairies (14%), des aides de la CAF ou de la MSA (19%)³ ou par une participation via des chèques vacances (24 millions d'euros par an⁴).

Sans l'aide d'un tiers financeur, plus de 80% des familles⁵ n'aurait pas les moyens de faire partir leurs enfants en vacances. Les collectivités sont aujourd'hui un partenaire indispensable pour permettre le départ en colos de tous les enfants, cela malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités.

Les colonies de vacances font les citoyens de demain

Les enfants et adolescents d'aujourd'hui sont les citoyens et décideurs de demain mais, depuis 2008, le taux de départ en colo des enfants est en net recul. C'est une régression sociale et éducative majeure qui va à l'encontre des Droits de l'Enfant. Ainsi, il est nécessaire, aujourd'hui, de tous se mobiliser pour promouvoir les colonies de vacances et permettre à tous les enfants de vivre cette expérience.

^{1, 3 et 5} Source Ovlej-Études et recherches de La JPA, enquête 2011

² Sondage Harris Interactive pour La JPA, juin 2014

⁴ Source ANCV, 2014

**Nous, comités d'entreprise et confédérations syndicales,
Nous, représentants des collectivités territoriales,
Nous, principales unions et fédérations d'organismes,
appelons à une prise de conscience collective**

Nous devons agir et construire pour :

- Intégrer et promouvoir les colonies de vacances dans un projet politique,
- Communiquer et valoriser les apports des colonies de vacances,
- Soutenir les départs en vacances via une aide financière et sociale,
- Faire connaître les dispositifs d'aides au départ des enfants et adolescents,
- S'engager à demander une politique globale et volontariste visant à préserver et à rénover le patrimoine des centres de vacances des collectivités, comités d'entreprises et associations pour continuer à rendre accessible au plus grand nombre le départ en colonies de vacances.

Nous, comités d'entreprise, nous nous engageons à communiquer ce manifeste et à défendre l'intérêt des colonies de vacances :

- Dans les formations internes des différentes confédérations syndicales,
- Dans les salons destinés aux élus de comités d'entreprise,
- auprès des élus mais aussi des salariés de CE.

Nous, collectivités territoriales, nous nous engageons à communiquer ce manifeste et à défendre l'intérêt des colonies de vacances :

- Dans les formations internes des différentes formations politiques,
- Dans les salons destinés aux élus de collectivités territoriales,
- auprès des élus mais aussi des salariés des services jeunesse et/ou enfance.

Afin que les colos continuent à être cet espace-temps éducatif et social indispensable et qu'elles continuent de contribuer à l'économie des territoires.